

PREFECTURE DU RHONE

Lyon, le 21 JAN 2004

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau de l'environnement  
et des installations classées

Affaire suivie par Monique DURAND  
☎ : 04 72 61 61 50  
Fax : 04 72 61 64 26



ARRETE

**modifiant et complétant l'arrêté du 13 août 1999  
régissant le fonctionnement des installations  
de la société RHONE ALPES ARGENT  
2, rue Henri Becquerel à GENAS.**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est,  
Préfet de la région Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code de l'environnement, partie législative, notamment l'article L 512-1 ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 août 1999, modifié le 11 décembre 2001, autorisant la société RHONE ALPES ARGENT à exploiter une unité de collecte et de traitement de films négatifs et de bains photographiques usés, 2, rue Henri Becquerel à GENAS ;

VU la déclaration en date du 12 mai 2003 de la société RHONE ALPES ARGENT, complétée les 27 octobre et 2 décembre 2003, relative à la réduction du transit de bains révélateurs usés et au développement de l'activité de collecte et de regroupement de déchets d'imprimerie liquides et solides prévus dans son établissement de Genas ;

VU le rapport en date du 19 décembre 2003 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que les changements apportés par l'exploitant à ses installations ne constituent pas une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initial et ne sont pas de nature à modifier l'impact chronique de l'établissement sur son environnement ni à engendrer des nuisances ou des risques supplémentaires ;

CONSIDERANT, en outre, que les dispositions prévues par la société et les prescriptions techniques déjà imposées à l'exploitant par l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé suffisent à garantir les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure prévue à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 précité :

- d'accuser réception de la déclaration effectuée par la société RHONE ALPES ARGENT,
- de rendre applicable aux installations modifiées les prescriptions de l'arrêté du 13 août 1999 modifié réglementant l'ensemble de l'établissement,
- d'actualiser la liste des installations classées autorisées ou déclarées exploitées dans l'enceinte de l'établissement,

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Il est accusé réception de la déclaration en date du 12 mai 2003 de la société RHONE ALPES ARGENT, complétée les 27 octobre et 2 décembre 2003, relative aux modifications des installations de son établissement situé 2, rue Henri Becquerel à GENAS.

*...*



## ARTICLE 2

Le tableau récapitulatif des activités figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUE	CLASSEMENT
Installation de transit de bains «révélateur» photographiques usés	150 t/an	167 A	A
Installation de transit de déchets d'encres d'impression et de chiffons souillés d'encre d'imprimerie	150 t/an		
Installation de transit et de traitement:		167 C	A
- de bains «fixateur» photographiques usés	300 t/an		
- de films négatifs en polyester	700 t/an		
Traitement électrolytique de bains argentiques et traitement chimique de films négatifs en polyester	Volume de cuves de traitement 19 000 litres	2565.2.a	A
Stockage de films négatifs radiographiques et photographiques en polyester	Volume du stockage 160 m <sup>3</sup>	2662.1.b	D
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisée : 3 kW	2925	NC

### ARTICLE 3

Le point 3.3.7 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé est modifié comme suit :

#### « 3.3.7 - Déchets admissibles

Les seuls déchets admis sur cette installation sont répertoriés sous les codes 08.01.99, 08.03, 08.03.08, 08.03.12, 09.01.01, 09.01.02, 09.01.04, 09.01.05, 09.01.08, 09.01.99 et 15.02.02 de la nomenclature déchets. »

### ARTICLE 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Genas et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant conjointement à l'extrait de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié.

### ARTICLE 5

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée

  
Monique DURAND

LYON, le 21 JAN 2004

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Gilbert PAYET